

VIA WUI.
EURCOM WSH

21877 COMEU B
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON
REF: 18:00 14-05-82 000043998 - 000044837

TELEX NO 88315-SG-B 12/106

TELEX HEBDOMADAIRE NR 84 DU 14.05.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

REUNION DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES

UNE PARTIE DE LA REUNION DE TYPE ''GYMNICH'' QUE LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ONT TENUE LES 8 ET 9 MAI AVEC LA PARTICIPATION DU PRESIDENT THORN, A VILLERS-LE-TEMPLE, A ETE CONSACREE A DES QUESTIONS DE COOPERATION POLITIQUE, L'AUTRE PARTIE AU PROBLEME DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET COMMUNAUTAIRE.

A) COOPERATION POLITIQUE

LES MINISTRES ONT NOTAMMENT DISCUTE DES ILES FALKLAND. EN CE QUI CONCERNE L'EMBARGO (QUI EXPIRE LE 17 MAI PROCHAIN), ILS ONT DECIDE DE REPORTER A HUITAINE TOUTE DECISION SUR LA PROLONGATION EVENTUELLE DES MESURES ACTUELLES. DES REUNIONS A CET EFFET SONT PREVUES PENDANT LE WEEK-END DES 15-16 MAI (INFRA PARA 4.1).

B) MANDAT DU 30 MAI

LES TRAVAUX DES MINISTRES N'ONT PERMIS D'ABOUTIR A AUCUNE SOLUTION, NI SUR LE PROBLEME DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET COMMUNAUTAIRE, NI SUR LA LEVEE DE LA RESERVE GENERALE BRITANNIQUE SUR LE PAQUET DES PRIX AGRICOLES (INFRA PARA 2.1).

SUR LE PROBLEME BUDGETAIRE, DEVANT L'IMPOSSIBILITE D'ABOUTIR A UN ACCORD SUR UNE FORMULE PLURIENNALE NI SUR UNE METHODE OU DES CHIFFRES TELS QUE CEUX PRESENTES LORS DU CONSEIL DES 26/27 AVRIL, LE PRESIDENT THORN AVAIT PROPOSE QUE, CONFORMEMENT A L'ACCORD DE MAI 1980, UN ACCORD SOIT RECHERCHE POUR LA SEULE ANNEE 1982 AU MOYEN D'UNE COMPENSATION AD HOC (LE CHIFFRE DE 800 MIO D'ECUS A ETE AVANCE QUI, COMME L'A INDIQUE LE PRESIDENT THORN, ABOUTIRAIT A UN REMBOURSEMENT MOYEN APPROXIMATIF DE 75 0/0 POUR LES ANNEES 1980 A 1982 ALORS QUE L'ACCORD DE 1980 NE PREVOYAIT IMPLICITEMENT QUE 2/3 SOIT 66 0/0).

LA FERMETE MANIFESTEE PAR LES NEUF N'A PU CEPENDANT AMENER LE MINISTRE PYM A REDUIRE LA DEMANDE BRITANNIQUE QUI S'ELEVE A 1.3 MILLIARDS POUR 1982.

1	RK-PS
TR.	Hw ³
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D.	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	mmB
	C.F.

432

Global Communications
Global Communications
Global Communications

Global Communications
Global Communications
Global Communications

REUNIE SPECIALEMENT JUDI APRES-MIDI, LA COMMISS ION A APPROUVE

L'INITIATIVE DE SON PRESIDENT, ETANT ENTENDU QUE LES EFFORTS SERAIENT POURSUIVIS EN VUE DE REGLER AVANT LA FIN 1982 LES PROBLEMES A PLUS LONG TERME.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL ''AGRICULTURE'' (10/11 MAI)

LE CONSEIL A POURSUIVI SES NEGOCIATIONS SUR LES ''PRIX 1982/83''. SANS AVOIR ABOUTI A DES CONCLUSIONS FINALES, DES PROGRES SUBSTANTIELS ONT PU ETRE ENREGISTRES, DE SORTE QUE NEUF DELEGATIONS SE SONT DECLAREES PRETES A ACCEPTER LA DERNIERE PROPOSITION DE LA COMMISSION, PROPOSITION QUI ETAIT BASEE SUR UNE FORMULE DE COMPROMIS PRESENTEE ANTERIEUREMENT PAR LA PRESIDENCE.

LA DELEGATION BRITANNIQUE MAINTIENT ENCORE DES RESERVES VIS-A-VIS DE CETTE PROPOSITION EN INSISTANT SUR UN PARALLELISME ENTRE L'AGRICULTURE ET LES AUTRES ASPECTS DU MANDAT, NOTAMMENT LES IMPLICATIONS BUDGETAIRES. CETTE DELEGATION INSISTE AUSSI SUR CERTAINES MODIFICATIONS RELATIVES A QUELQUES ELEMENTS SPECIFIQUES DE LA PROPOSITION DE COMPROMIS EN QUESTION.

IL A ETE DECIDE DE REPRENDRE LES TRAVAUX DU CONSEIL ''AGRICULTURE'' LE LUNDI 17 MAI AFIN D'ABOUTIR A CETTE OCCASION A UNE DECISION FINALE. LE CONSEIL DISPOSERA A CET EFFET DE L'ENSEMBLE DES PROPOSITIONS FORMELLES DE LA COMMISSION.

SUITE A UNE SUGGESTION DE LA COMMISSION, SEPT DELEGATIONS ONT DEJA FAIT SAVOIR, QU'ELLES SERAIENT DISPOSEES A PROCEDER A UNE DECISION MEME AU CAS OU LA DELEGATION BRITANNIQUE PERSISTERAIT A INVOQUER ''L'INTERET VITAL'' DANS LES TERMES DU ''COMPROMIS DE LUXEMBOURG''. LES DELEGATIONS HELLENIQUE ET DANOISE PRECOINISENT DE POURSUIVRE LE DEBAT, AFIN DE RECHERCHER UNE SOLUTION QUI POURRAIT ETRE SOUSCRITE A L'UNANIMITE, EXIGENCE CLAIREMENT FORMULEE PAR LA DELEGATION BRITANNIQUE (CES TROIS PAYS NE PEUVENT CONSTITUER ENSEMBLE UNE MINORITE DE BLOCAGE). CEPENDANT, COMPTE TENU DE L'AMPLEUR DES QUESTIONS EN JEU, IL EST ENCORE HASARDEUX DE PREJUGER L'EVOLUTION DES EVENEMENTS.

2.2 CONSEIL BUDGET (11 MAI)

LE CONSEIL A DONNE UN ''MANDAT'' A SON PRESIDENT POUR ARRIVER A UN ACCORD ENTRE LES TROIS INSTITUTIONS SUR LES QUESTIONS LES PLUS URGENTES DIVISANT LES DEUX BRANCHES DE L'AUTORITE BUDGETAIRE, SOIT LA CLASSIFICATION DES DEPENSES ET LA PHASE FINALE DE LA PROCEDURE, NOTAMMENT LORSQU'IL N Y A PAS D'ACCORD ENTRE LE CONSEIL ET LE PARLEMENT SUR UN NOUVEAU TAUX MAXIMUM.

L'ESPOIR EXISTE QUE LES ACCORDS PUISSENT ETRE ENTERINES AU DEBUT DU MOIS DE JUIN DANS UNE RENCONTRE ENTRE LE CONSEIL ET UNE DELEGATION DU PARLEMENT.

2.3 BUDGETS 1982 ET 1983

LA COMMISSION A APPROUVE UN AVANT-PROJET DE BUDGET RECTIFICATIF POUR 1982 ET L'AVANT-PROJET DE BUDGET POUR 1983.

POUR 1982, LA COMMISSION CONSTATE LA POSSIBILITE D'ECONOMISER 500 MILLIONS D'ECUS SUR LES CREDITS AGRICOLES (FEOGA GARANTIE) ET PROPOSE DE LES REEMPLOYER POUR LE DEVELOPPEMENT DE POLITIQUES STRUCTURELLES PRIORITAIRES. IL S'AGIT ESSENTIELLEMENT D'UN RENFORCEMENT DES CREDITS DU FONDS SOCIAL ET DES CREDITS DESTINES AU DEVELOPPEMENT DE LA NOUVELLE STRATEGIE ALIMENTAIRE PROPOSEE PAR LA COMMISSION POUR LUTTER CONTRE LA FAIM DANS LE MONDE. AU TITRE DES ACTIONS EXTERIEURES, LA COMMISSION A RETENU LES CREDITS SUPPLEMENTAIRES SUIVANTS :

- AIDE ALIMENTAIRE : 100 MIO
- PVD NON ASSOCIES : 65 MIO
- REFUGIES DES DIVERSES REGIONS : 35 MIO.

EN CE QUI CONCERNE LE BUDGET 1983, L'AVANT-PROJET ADOPTE PAR LA COMMISSION EST CONFORME AUX ORIENTATIONS QUI AVAIENT ETE SUCCESSIVEMENT RETENUES AU COURS DES PRECEDENTES REUNIONS : CROISSANCE MODERE DES DEPENSES AGRICOLES, QUI SERA INFERIEURE A CELLE DES RESSOURCES PROPRES, ET RENFORCEMENT IMPORTANT DES DEPENSES STRUCTURELLES, NOTAMMENT DES CREDITS DU FONDS SOCIAL, DU FONDS REGIONAL ET DES CREDITS DESTINES AUX AUTRES POLITIQUES COMMUNES. UNE DEMANDE D'EFFECTIFS SUPPLEMENTAIRES SERA EGALEMENT PRESENTEE PAR LA COMMISSION EN VUE DE FAIRE FACE AUX TACHES RESULTANT DE LA GESTION DE CES POLITIQUES COMMUNES.

CES PROJETS DE BUDGET ONT ETE PRESENTES PAR M. TUGENDHAT AU PARLEMENT.

3. ELARGISSEMENT

3.1 PORTUGAL : CONCLUSION DU PROTOCOLE TRANSITOIRE

LES NEGOCIATIONS AVEC LE PORTUGAL AU SUJET DE LA CONCLUSION D'UN PROTOCOLE TRANSITOIRE A L'ACCORD COMMERCIAL DE 1972, OUVERTES LE 27 AVRIL, SE SONT POURSUIVIES LE 7 MAI. LES DEUX DELEGATIONS SONT PARVENUES A UN ACCORD SUR LE CONTENU DU PROTOCOLE TRANSITOIRE QUI SERA D'APPLICATION A PARTIR DU 1ER JANVIER PROCHAIN JUSQU'A L'ADHESION DU PORTUGAL OU AU PLUS TARD JUSQU'AU 31 DECEMBRE 1984.

CE PROTOCOLE COMPORTE, D'UNE PART, DES MESURES PERMETTANT AU PORTUGAL DE REPORTER A NOUVEAU LA POURSUITE DU DESARMEMENT TARIFAIRE POUR CERTAINS PRODUITS INDUSTRIELS RESPECTIVEMENT JUSQU'A LA FIN DE 1983 ET JUSQU'A LA FIN DE 1984 ET, D'AUTRE PART, LA POSSIBILITE POUR LE PORTUGAL, POUR UN NOMBRE LIMITE DE PRODUITS, D'AUGMENTER LES DROITS DE DOUANE LE 1ER JANVIER PROCHAIN AVEC UNE REDUCTION TARIFAIRE SIMULTANEE A L'EGARD DE LA COMMUNAUTE. PAR AILLEURS, LA CLAUSE "INDUSTRIES NAISSANTES", QUI PERMET AU PORTUGAL DE REINTRODUIRE DES DROITS DE DOUANE COMPTE TENU DE SES BESOINS DE RESTRUCTURATION ET DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIELS, EST PROROGEE JUSQU'A LA FIN DE 1984 OU JUSQU'A LA SIGNATURE DU TRAITE D'ADHESION.

4. RELATIONS EXTER. JRES

4.1 ARGENTINE

LA COMMISSION A FORMELLEMENT ADOPTE UNE PROPOSITION POUR LE RENOUVELLEMENT DES MESURES D EMBARGO DES IMPORTATIONS POUR UNE PERIODE D'UN MOIS. LA TRANSMISSION AU CONSEIL SERA EFFECTUEE SOUS L'AUTORITE DE M. LE PRESIDENT.

(IL EST RAPPELE QUE L'ACTUEL EMBARGO EXPIRE LUNDI 17 MAI A MI-NUIT. LA DECISION EVENTUELLE DE PROROGATION DEVRAIT ETRE PRISE PAR LE CONSEIL AVANT CETTE DATE A LA LUMIERE DES EVENEMENTS ET DES DEBATS QUI DOIVENT INTERVENIR ENTRETEMPS, TANT DANS LE COMITE POLITIQUE QUE DANS LE COMITE DES REPRESENTANTS PERMANENTS).

LE PARLEMENT, INFORME PAR M. THORN, DES DISPOSITIONS ADOPTEES PAR LA COMMISSION, S'EST FINALEMENT PRONONCE PAR 131 VOIX CONTRE 79 POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'EMBARGO SI AUCUNE SOLUTION N'ETA ETE ATTEINTE AVANT LE 16 MAI.

4.2 QUADRILATERAL MEETING AT ESCLIMONT (NEAR CHARTRES) 12/13 MAY

DESIGNED AS AN INFORMAL, NON-INSTITUTIONAL FOLLOW-UP TO THE OTTAWA SUMMIT, THE QUADRILATERAL MEETING WAS ATTENDED BY MINISTERS RESPONSIBLE FOR INTERNATIONAL TRADE IN US, JAPAN, CANADA, THE EEC BEING LED BY VICE-PRESIDENT HAFERKAMP, WHO WAS HOST.

THE DISCUSSION, WHICH WAS A WORKMANLIKE AND CONSTRUCTIVE ONE,

DEALT ESSENTIALLY WITH CURRENT INTERNATIONAL TRADE PROBLEMS, INCLUDING THEMES WHICH ARE LIKELY TO BE IN THE CENTRE OF THE GATT MINISTERIAL CONFERENCE IN NOVEMBER 1982, SUCH AS SAFEGUARDS, DEVELOPING COUNTRIES, DISPUTE SETTLEMENT AND AGRICULTURE. THERE WAS SOME DISCUSSION ALSO OF IDEAS FOR FUTURE WORK IN SERVICES, TRADE-RELATED INVESTMENT ISSUES AND TRADE IN HIGH-TECHNOLOGY PRODUCTS. IN ADDITION, A BRIEF DISCUSSION TOOK PLACE ON WHAT COULD BE ACHIEVED AT THE VERSAILLES SUMMIT.

4.3 TEXTILES

LA COMMISSION A TERMINE SON ROUND DE CONTACTS EXPLORATOIRES POUR LA PREPARATION DES NEGOCIATIONS TEXTILES BILATERALES EN SE RENDANT EN YUGOSLAVIE ET EGYPT. A PARTIR DU 17 MAI, LES NEGOCIATIONS TEXTILES PROPREMENT DITES VONT COMMENCER AVEC LE PAKISTAN, SRI LANKA ET LA ROUMANIE. LES NEGOCIATIONS AVEC L INDE DEBUTERONT A PARTIR DU 24 MAI. A NOTER QU'EN CE QUI CONCERNE LA TURQUIE, LA COMMISSION A DECIDE DE MESURES DE SAUVEGARDE A LA DEMANDE DU ROYAUME-UNI, DE LA FRANCE ET DE L'ITALIE POUR LES TISSUS DE COTON ET LES T-SHIRTS.

4.4 CNUCED

LE CONSEIL DE LA CNUCED S'EST REUNI CETTE SEMAINE A GENEVE DANS LE BUT NOTAMMENT DE PREPARER LA SIXIEME CONFERENCE QUI, COMME CELA PARAIT ACQUIS, DEVRAIT SE TENIR A BELGRADE AU PRINTEMPS PROCHAIN.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

L'ORDRE DU JOUR ENVIS . PORTE NOTAMMENT SUR LE (MERCE INTER-
NATIONAL, LES FLUX FINANCIERS ET LES PRODUITS DE BASE (PROGRAMME
INTEGRE).

4.5 UNRWA : FINANCEMENT COMPLEMENTAIRE

LA COMMISSION A ADOPTE UNE COMMUNICATION AU CONSEIL PROPOSANT
DANS LE CADRE DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE (1981-1983) CONCLUE
AVEC L'UNRWA, A REDUCTION DE L'AIDE ALIMENTAIRE ALLOUEE A CETTE
AGENCE ET L'ATTRIBUTION D'UNE AIDE FINANCIERE DESTINEE A PARTI-
CIPER A CONCURRENCE DE 16 MIO. ECUS AU FINANCEMENT DE SON PRO-
GRAMME D'EDUCATION. L'EFFORT GLOBAL EN FAVEUR DE L'AGENCE RES-
TERAIT SENSIBLEMENT DE MEME NIVEAU MAIS LA REORIENTATION PROPO-
SEE CORRESPONDRAIT MIEUX A SES BESOINS PRIORITAIRES, FINANCIERS
NOTAMMENT.

4.6 OCDE : CREDITS A L'EXPORTATION

LES NEGOCIATIONS QUI SE SONT DERouleES LES 6-7 MAI DANS LE CADRE
DE L'OCDE EN VUE D'AMENDER L'ARRANGEMENT N'ONT PAS ABOUTI ET IL
A ETE CONVENU DE PRORoger LA VALIDITE DE L'ACTUEL ARRANGEMENT
JUSQU'AU 31 MAI PROCHAIN.

COMPTE TENU DU FAIT QUE TOUTE REOUVERTURE DES NEGOCIATIONS MET-
TRAIT EN CAUSE L'EXISTENCE MEME DE L'ARRANGEMENT A PARTIR DU
IER JUIN PROCHAIN, LE PRESIDENT DU GROUPE A SOUMIS, A L ISSUE
DE LA REUNION DE PARIS, UNE PROPOSITION DE COMPROMIS QUI REJOINT
DANS SES GRANDES LIGNES LA PROPOSITION INITIALE QUE LA COMMIS-
SION AVAIT SOUMISE AU CONSEIL ET QUI COMPORTE LES PRINCIPAUX
ELEMENTS SUIVANTS :

A) RECLASSIFICATION DES PAYS ACHETEURS AVEC EFFET IMMEDIAT :
CAT. I : PNB PER CAPITA SUPERIEUR A 4.000 DOLLARS SELON LES
CHIFFRES DEFINITIFS DE 1979. AUCUNE EXCEPTION N'EST ACCEPTEE.
CAT. III : PAYS ELIGIBLES AUX FINANCEMENTS BIRD/IDA PLUS CERTAINS
AUTRES PAYS AVEC UN PNB SIMILAIRE.
CAT. II : PAYS RESTANTS.
ENTRERONT NOTAMMENT EN CAT. I L'URSS, LA RDA ET LA TCHECOSLOVAQUIE.

B) GRILLE DES TAUX D'INTERET : RELEVEMENT DE 1.25 POINTS POUR
LA CATEGORIE I ET 0,5 A 0,6 POINTS POUR LA CAT. II.

C) DECLARATION D'ENGAGEMENT DE NON-DEROGATION : LES PARTICI-
PANTS ACCEPTEENT DE NE PAS DEROGER SUR LES TERMES DE CREDITS ET

UN ELEMENT "DON" INFERIEUR A 20 0/0.

D) PAYS A BAS TAUX D'INTERET : APPLICATION D'UNE MARGE DE 0.3 0/0
AUX TAUX DE SORTIE.

E) ACCES AU YEN : LE FINANCEMENT EN YENS SERA OUVERT AUX PARTI-
CIPANTS SANS DISCRIMINATION.

F) ENGAGEMENTS ANTERIEURS : LA VALIDITE EST LIMITEE A 6 MOIS.

G) SECTEURS AVIONS ET CENTRALES NUCLEAIRES : DES NEGOCIATIONS
VONT ETRE ENTREPRISES.

Global Communications

Global Communications

Global Commu

Global Communications

Global Communications

VU LES POSITIONS DE BASE DES DIFFERENTS PARTICIPANTS, LE COMPROMIS DU PRESIDENT SEMBLE RAISONNABLE ET EQUILIBRE. LA COMMISSION VIENT DE TRANSMETTRE AU CONSEIL UNE RECOMMANDATION DE DECISION EN VUE DE SON ADOPTION. LE CONSEIL STATUERA LUNDI 17 MAI.

4.7 FAIM DANS LE MONDE

A L'INITIATIVE DU GOUVERNEMENT ITALIEN, UNE RENCONTRE REUNISSANT LES REPRESENTANTS DES PRINCIPAUX ETATS ET ORGANISMES DONNEURS, DES BANQUES ET DES FONDS DE DEVELOPPEMENT, S'EST TENUE A ROME DU 26 AU 29 AVRIL.

LA RENCONTRE A CONFIRME LA FERME VOLONTE DES PARTICIPANTS DE TRADUIRE LEUR VOLONTE POLITIQUE PAR DES ACTIONS CONCRETES. LA RENCONTRE A EXAMINE LES THEMES SUIVANTS QUI, DE FACON TRES GENERALE, RECOUPENT LARGEMENT LE PROGRAMME ELABORE A L'AUTOMNE DER-

NIER PAR LA COMMISSION (TELEX NR 56 DU 2.10.81) :

- AIDE ALIMENTAIRE ORDINAIRE ET D'URGENCE
- SECURITE ALIMENTAIRE
- STRATEGIES AGRO-ALIMENTAIRES
- ACTIONS THEMATIQUES
- HARMONISATION ET COORDINATION DES AIDES.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

•
EURCOM WSH

21877 COMEU B
REPLY VIA WUI-DIAL 101
0

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global